



Assemblée générale
Conseil économique et social

Distr.
GENERALE
A/42/56 ✓
E/1987/7
11 décembre 1986
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-deuxième session

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
Première session ordinaire de 1987

Expérience des pays quant à la promotion du mouvement coopératif

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 8	3
II. LE ROLE DES COOPERATIVES DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL GENERAL, EN PARTICULIER DANS LES ZONES RURALES	9 - 11	6
III. ROLE DES COOPERATIVES AGRICOLES, D'EPARGNE, D'ARTISANAT ET D'AUTRES TYPES D'ORGANISMES COOPERATIFS DANS LA PRODUCTION, LA COMMERCIALISATION ET LA CONSOMMATION DE DENREES ALIMENTAIRES ET DE BIENS ET SERVICES CONNEXES ...	12 - 20	7
IV. ROLE DES COOPERATIVES ET DES ORGANISMES ASSIMILES DANS LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT DES ZONES URBAINES	21 - 28	10
V. LA PARTICIPATION DE TOUS, NOTAMMENT CELLE DES FEMMES, DES JEUNES, DES HANDICAPES ET DES PERSONNES AGEES AUX COOPERATIVES	29 - 41	12
A. Les femmes	30 - 33	12
B. Les jeunes	34 - 35	14
C. Les personnes handicapées	36 - 39	14
D. Les personnes âgées	40 - 41	15
VI. PARTICIPATION DES PAYSANS, Y COMPRIS DES PAYSANS SANS TERRE, AUX COOPERATIVES	42 - 44	16

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
VII. LE ROLE DES POUVOIRS PUBLICS DANS LA PROMOTION DES COOPERATIVES ET SES LIMITES	45 - 52	17
VIII. PROGRAMMES DE FORMATION ET D'ENSEIGNEMENT DESTINES A ACCROITRE L'EFFICACITE DES COOPERATIVES ET A LES RENDRE PLUS APTES A REpondre AUX BESOINS DE LEURS MEMBRES	53 - 56	19
IX. LES DIFFICULTES RENCONTREES AU NIVEAU NATIONAL DANS LA MISE EN PLACE ET LE DEVELOPPEMENT DE COOPERATIVES ET LES ENSEIGNEMENTS A TIRER DES EFFORTS FAITS POUR LES SURMONTER	57 - 61	20
X. PROGRES REALISES DANS LE RENFORCEMENT DES ACTIVITES "DE MOUVEMENT A MOUVEMENT"	62 - 68	21
XI. PROGRES REALISES EN VUE DE FAVORISER LA CROISSANCE DES COOPERATIVES ET L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE LEURS MEMBRES	69 - 70	23
XII. CONCLUSIONS	75	24

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 1985/22 en date du 29 mai 1985, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général d'établir, en consultation avec les Etats Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales compétents, un rapport détaillé sur l'expérience des pays quant à la promotion du mouvement coopératif, en insistant notamment sur le rôle des coopératives dans le développement économique et social général, en particulier dans les zones rurales; le rôle des coopératives agricoles, des coopératives d'épargne, des coopératives d'artisanat et d'autres organisations du type coopératif en ce qui concerne la production, la commercialisation et la consommation de denrées alimentaires et de biens et services connexes; le rôle des coopératives et des organisations de type coopératif dans la promotion du développement dans les zones urbaines; la participation aux coopératives de toute la population, y compris les femmes, les jeunes, les handicapés et les personnes âgées; la participation des paysans, y compris les travailleurs agricoles, dans les coopératives; le rôle des pouvoirs publics dans la promotion des coopératives et l'étendue de leur appui; les programmes de formation et d'enseignement visant à promouvoir l'efficacité des coopératives et à leur permettre de mieux répondre aux besoins de leurs membres; les difficultés auxquelles se heurtent les pays qui constituent et développent des coopératives et la manière dont ils les surmontent; les progrès réalisés dans le renforcement des activités "de mouvement à mouvement"; et les progrès réalisés dans les efforts visant à promouvoir l'appartenance à des coopératives et l'expansion de celles-ci. Le Secrétaire général était prié de présenter, par l'intermédiaire de la Commission du développement social et du Conseil économique et social, ledit rapport à l'Assemblée générale lors de sa quarante-deuxième session.

2. Le présent rapport contient un examen et une analyse des thèmes mentionnés ci-dessus. Il repose en partie sur des informations reçues en réponse à une note verbale envoyée aux Etats Membres*, et puise également dans certaines des dernières études publiées sur la question des coopératives et dans des renseignements fournis par les organisations non gouvernementales concernées. Comme le précédent rapport sur le sujet (A/40/78-E/1985/10), celui-ci propose une analyse de certaines

* A l'heure de la rédaction définitive de ce rapport, des réponses avaient été reçues des 33 Etats Membres suivants : Afghanistan, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Bénin, Bulgarie, Burkina Faso, Colombie, Egypte, El Salvador, Equateur, Ethiopie, Finlande, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Hongrie, Iraq, Lesotho, Mexique, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République socialiste soviétique d'Ukraine, Rwanda, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Zambie. Des commentaires et des données ont également été reçus de la part de trois institutions spécialisées : l'Organisation internationale du travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; et de la part de trois organisations internationales non gouvernementales : l'Alliance coopérative internationale, la Fédération internationale des producteurs agricoles et le Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit.

activités des coopératives et de leur impact sur l'environnement économique et social immédiat. Il fouille cependant plus en profondeur le problème des rapports entre les femmes, les jeunes, les handicapés et les personnes âgées et les coopératives. Etant donné les effets de la récession prolongée et les nouvelles orientations politiques suivies par de nombreux pays par rapport au secteur privé, on a attaché une attention particulière à l'analyse du rôle et de la portée des mesures gouvernementales en faveur des coopératives.

3. La définition proposée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans sa recommandation No 127 reste valable pour décrire la nature et le rôle des coopératives : il s'agit d'associations de personnes qui se sont volontairement groupées pour parvenir à un but commun en formant une organisation autonome gérée démocratiquement. Les coopératives et les organisations de type coopératif ont montré qu'elles étaient capables de mobiliser de nombreuses personnes économiquement actives et des personnes que la pauvreté, l'âge ou le sexe avaient marginalisées. Il est prouvé que les coopératives ont beaucoup fait pour générer des emplois et renforcer le potentiel de production des pays, leur capacité financière et leur capacité à fournir des services de base. Elles continuent de jouer un rôle important sur le plan agricole dans nombre de pays en développement et développés, notamment pour ce qui est de la production et de la commercialisation de denrées alimentaires et de produits agricoles.

4. L'Alliance coopérative internationale (ACI) a recensé en 1985 740 656 coopératives qui lui étaient affiliées, regroupant au total 500 millions d'hommes et de femmes. Ces organisations, établies dans 72 pays, exercent des activités en matière de consommation et de crédit et dans l'agriculture, la pêche, la construction de logements et l'industrie ainsi que diverses autres activités économiques et sociales. Un peu plus de la moitié des membres (258 millions) font partie de coopératives de consommateurs ou de crédit. Sur les 740 656 coopératives, un peu plus d'un tiers (34,6 %) s'occupent d'agriculture et plus d'un quart (27,6 %) de crédit. Dans les pays en développement, 80 % des coopératives se trouvent dans la région de l'Asie et du Pacifique, 10 % en Afrique, le reste se répartissant également entre l'Amérique latine et le Moyen-Orient.

5. Le caractère universel des coopératives n'implique nullement l'uniformité de leurs activités. Dans certains pays, ce sont les coopératives de consommateurs qui prédominent, ailleurs les coopératives de production ou de crédit. Il est relativement facile de recenser les facteurs qui, à maints égards, distinguent les divers mouvements coopératifs, par exemple l'impact de leurs activités sur l'économie nationale, la nature de ces activités, leur structure interne, leur idéologie et le type de relations qu'ils entretiennent avec les pouvoirs publics. Un aperçu des réalisations des pays dans ce domaine fait ressortir cette diversité, en même temps que de grandes similarités. On rencontre des coopératives prospères tant dans les pays à économie planifiée que dans les pays à économie de marché. Il est vrai également que les coopératives, que ce soit dans un système ou dans l'autre, n'ont pas été épargnées par les effets du ralentissement de la croissance économique et d'autres problèmes économiques, notamment dans le domaine agricole. Dans les pays développés comme dans les pays en développement, les coopératives agricoles sont lourdement endettées et connaissent de graves problèmes de trésorerie en raison de la stagnation des prix des denrées alimentaires et, parfois, des difficultés rencontrées par les organismes de commercialisation pour

payer dans les délais. Les coopératives, comme les autres entreprises, sont directement affectées par les politiques gouvernementales et par le système dans lequel elles opèrent. Par exemple, la coopérative la mieux gérée ne peut pas espérer demeurer financièrement viable si le prix de ses produits est maintenu à un niveau anormalement bas par une politique gouvernementale qui favorise certains groupes sociaux mais qui ne contrôle pas les coûts. On ne peut pas attendre des coopératives qu'elles réalisent beaucoup de progrès en ce qui concerne l'intégration des femmes, des handicapés et des jeunes si les lois du pays se soucient peu de la promotion de ces groupes de population; et il est peu probable que les membres des coopératives soient assez libres pour administrer démocratiquement leurs organisations dans une société qui n'est dans l'ensemble pas démocratique. Insérées dans la société, les coopératives ne sont pas à l'abri des grands courants économiques, sociaux et politiques qui façonnent la vie des citoyens ordinaires.

6. Divers types d'organisations d'assistance mutuelle ont fait leur apparition dans nombre de pays en développement. Bien que possédant certaines des caractéristiques des coopératives, ce n'en sont pas vraiment sur le plan institutionnel. Elles sont souvent définies sous le nom de "pré-coopératives", ce qui laisse entendre qu'elles pourraient abandonner leur état non coopératif pour accéder au statut coopératif tel qu'il est défini par la législation nationale. Ce n'est pas toujours le cas cependant. Parfois, le développement d'un secteur coopératif non institutionnalisé répond à la nécessité de combler les insuffisances du secteur coopératif. Une profonde éthique de la participation anime ces groupes qui mettent traditionnellement l'accent sur l'auto-assistance et l'assistance mutuelle.

7. Les pré-coopératives ont des problèmes spécifiques du fait qu'elles regroupent des personnes économiquement faibles, n'ayant que peu, ou pas, de capital fixe, comme des terrains, et ne bénéficiant que d'un faible niveau d'instruction. Par nécessité, elles ne demandent que des contributions minimales au capital-actions, et font une large place à la responsabilité collective pour le crédit et à la participation par le travail. Etant donné le faible niveau d'instruction de leurs membres, mieux vaut sans doute pour ces groupes limiter leur taille afin d'éviter de devoir faire face à un système de gestion complexe, et promouvoir les activités que leurs membres jugent nécessaires. Ceci explique, par exemple, le développement dans les pays francophones de la région du Sahel d'organisations informelles de type coopératif s'occupant de stockage de semences et de mouture du grain. L'avantage de ces groupes est d'être ancrés dans la communauté et de satisfaire manifestement les besoins locaux immédiats. Leurs problèmes tiennent notamment à leur fragilité financière inhérente, aux difficultés qu'ils ont pour obtenir des crédits et divers moyens de production et, problème connexe, à l'imprécision de leur statut juridique qui leur permet difficilement de passer des contrats.

8. L'importance croissante du nombre des pauvres dans les zones rurales et urbaines a conduit à la constitution de divers types d'organisations populaires. Dans la plupart des cas, ces groupes ont vu le jour grâce à l'initiative de la population locale ou avec l'appui d'organisations nationales et internationales, les programmes existants ne permettant pas de satisfaire les besoins des personnes économiquement faibles en matière d'emplois, de terrains et de crédit. Les institutions financières, qu'elles soient publiques ou privées, évitent souvent les

zones rurales, soit parce que de meilleures possibilités s'offrent ailleurs, soit parce que les coûts administratifs y sont relativement plus élevés. L'Organisation des Nations Unies, l'OIT et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'efforcent de favoriser le développement de ces organisations locales.

II. LE ROLE DES COOPERATIVES DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL GENERAL, EN PARTICULIER DANS LES ZONES RURALES

9. Selon les chiffres fournis par l'ACI, les coopératives de consommateurs, les banques coopératives et les compagnies d'assurance coopératives, situées pour la plupart dans les zones urbaines, ont davantage d'adhérents que les coopératives implantées dans les zones rurales. Ces dernières jouent cependant un rôle important dans les pays développés comme dans les pays en développement. Leurs liens étroits avec la vie agricole et rurale en ont fait une forme d'organisation naturellement propre à promouvoir le développement. Cette tendance était particulièrement prononcée dans la période qui a suivi l'indépendance en Asie et dans plusieurs régions d'Afrique, où les responsables politiques voyaient dans la coopérative une institution sociale à même de contribuer à la mise en oeuvre de la réforme agraire, au développement de la production et de la commercialisation des denrées alimentaires et à la promotion d'une répartition plus équitable des revenus et des richesses. En Colombie, où la priorité accordée aux zones rurales est relativement récente, le Gouvernement a aidé les coopératives afin de promouvoir divers projets dans le domaine de l'agriculture, de la pêche, du transport et de l'enseignement, sur une base coopérative. Au Pakistan, les autorités fédérales et provinciales utilisent largement les coopératives pour réaliser divers programmes de développement dans tous les secteurs de l'économie, notamment dans les zones rurales. Le système Anand de développement coopératif qui existe en Inde est exemplaire de ce que l'action coopérative permet de faire pour acheminer et commercialiser le lait et les produits laitiers des vastes zones rurales vers les centres urbains. Au sud-est du Niger, les sociétés coopératives ont prouvé leur utilité en contribuant à la mise en oeuvre des plans gouvernementaux visant à stimuler la production d'huile de palme. En Egypte, où ce sont les coopératives agricoles qui prédominent, on compte 5 000 coopératives agricoles polyvalentes réparties dans l'ensemble du pays.

10. Dans les pays socialistes, les coopératives font partie intégrante de la société et jouent un rôle essentiel dans la promotion du développement agricole et rural. En Tchécoslovaquie, les coopératives agricoles cultivent 65 % des terres arables et contribuent pour 70 % à la production agricole totale. On peut citer des chiffres comparables, voire plus élevés, pour la République démocratique allemande et d'autres pays socialistes. Dans ces pays cependant, les coopératives n'exercent pas seulement les multiples fonctions liées à l'agriculture mais ont un champ d'action plus large.

11. Il est incontestable que les coopératives jouent un rôle inestimable pour promouvoir le développement économique et social et assurer une répartition plus équitable des revenus. Les résultats à cet égard sont néanmoins inégaux. Dans bien des cas, l'action coopérative s'est soldée par un échec et n'a pu exercer sur le développement les effets que bien des gouvernements escomptaient. Il n'est pas

rare que ces échecs soient la résultante de divers facteurs parmi les plus importants desquels on pourrait citer la mauvaise gestion et la planification insuffisante des activités coopératives, le soutien trop tardif de l'Etat, les contrôles exercés par les pouvoirs publics qui portent atteinte à l'autonomie des coopératives et au caractère démocratique de l'organisation.

III. ROLE DES COOPERATIVES AGRICOLES, D'EPARGNE, D'ARTISANAT
ET D'AUTRES TYPES D'ORGANISMES COOPERATIFS DANS LA
PRODUCTION, LA COMMERCIALISATION ET LA CONSOMMATION DE
DENREES ALIMENTAIRES ET DE BIENS ET SERVICES CONNEXES

12. La situation agricole et alimentaire est loin d'être satisfaisante. En effet, la production et la productivité agricole demeurent faibles dans de nombreux pays et la consommation de denrées alimentaires ne répond pas aux besoins minima pour une bonne partie de la population mondiale. Les marchés internationaux de produits agricoles ainsi que les circuits nationaux de commercialisation sont, à plusieurs égards et pas des moindres, sérieusement défectueux. A l'heure actuelle, plusieurs facteurs ayant trait aux politiques agricoles et commerciales et à la situation économique mondiale en général ont abouti à la dépression des marchés internationaux, à la baisse des prix et à une importante diminution du revenu des exploitants et de la rentabilité des opérations agricoles dans bien des pays. Dans les pays développés qui constituent traditionnellement les principaux exportateurs de produits agricoles, les exploitants se heurtent à de sérieux problèmes de trésorerie, sources de faillites, qui ont contraint des petits et moyens exploitants en particulier à abandonner la terre. Les retombées néfastes du déclin général de l'agriculture n'ont pas épargné les coopératives agricoles. Aussi constate-t-on que, dans bien des pays, les coopératives sont en proie à de sérieuses difficultés financières. Il en va de même dans de nombreux pays en développement. La vingt-septième Assemblée générale de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), tenue à Bonn en avril/mai 1986, a concentré une grande partie de ses travaux à la situation désespérée dans laquelle se trouvent les exploitants et les coopératives agricoles.

13. Dans un grand nombre de pays en développement, notamment en Afrique, le problème tient souvent à des pénuries alimentaires généralisées. En effet, la sécheresse, la dégradation de l'environnement, les politiques des prix et les troubles intérieurs se sont conjugués pour freiner la production agricole dans de nombreux pays africains au sud du Sahara. La production vivrière en Afrique au cours des dix dernières années n'a augmenté que de 1,7 % par an, tandis que l'accroissement de la population a été en moyenne de 2,8 %. De ce fait, le tiers de la population africaine totale, soit 150 millions de personnes environ, connaît ou risque de connaître la malnutrition, la faim, voire, dans certaines régions, la famine. Même dans les pays ayant atteint l'autosuffisance alimentaire, l'Inde en particulier, les populations pauvres, les paysans sans terre, les travailleurs ruraux et les familles urbaines à faible revenu, en particulier, continuent à souffrir sérieusement de malnutrition. Dans ces pays, le problème que les pouvoirs publics et la société doivent résoudre consiste à augmenter la production vivrière et à en assurer la répartition équitable, notamment au profit des groupes défavorisés. Les coopératives oeuvrent déjà dans ce sens, quoique avec un succès inégal.

14. Dans bien des pays, le mouvement coopératif a ses origines dans la lutte séculaire que mènent les petits exploitants et les paysans sans terre pour obtenir des crédits à des taux d'intérêt raisonnables. C'est dans ce même but et pour briser la toute puissance des usuriers que des coopératives d'épargne et de crédit ont été créées en Inde en 1904. La mobilisation de l'épargne et l'octroi de crédits qui revêtent un caractère si important pour l'agriculture, sont deux tâches dont les coopératives peuvent s'acquitter, souvent bien d'ailleurs, comme en témoigne le vif intérêt que porte le mouvement coopératif en Colombie à la promotion de l'épargne et du crédit.

15. Les coopératives d'épargne et de crédit ont fait la preuve de leur aptitude à aider les exploitants et les coopérateurs à mobiliser, sur place, des ressources financières. Ces coopératives se composent de personnes qui se sont associées pour épargner et s'octroyer mutuellement des prêts à des taux d'intérêt raisonnables. Il s'agit d'organismes financiers à but non lucratif, contrôlés et gérés par les coopérateurs et qui sont dûment agréés et supervisés par les autorités compétentes. D'après le Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit, les pays en développement, à eux seuls, comptaient, à la fin de 1985, plus de 18 800 coopératives d'épargne et de crédit représentant plus de 6,6 millions de membres dont l'épargne se montait à 302 millions de dollars en Afrique, à 948 millions de dollars en Asie, à 270 millions de dollars aux Caraïbes et à 455 millions de dollars en Amérique latine. Les coopératives d'épargne et de crédit ont servi à inciter les populations pauvres, dans les zones rurales en particulier, à épargner. Leur bilan démontre encore une fois que les populations rurales pauvres peuvent épargner. Les prêts octroyés par ces institutions financières ont été affectés à des activités de production, à des services d'enseignement et de santé et à des programmes d'urgence. C'est ainsi qu'entre 1972 et 1985, la Confédération latino-américaine des coopératives d'épargne et de crédit a octroyé à ses membres des prêts représentant plus de 50 millions de dollars pour de petites entreprises, la modernisation de logements et la production agricole. En général, les coopératives d'épargne et de crédit dans les pays en développement ont fait preuve d'une aptitude étonnante à inciter les populations, notamment pauvres, à épargner.

16. Dans certains pays, les coopératives rurales polyvalentes fournissent, entre autres, des services au profit des consommateurs. Les ventes de gros et de détail peuvent offrir aux coopératives d'excellentes possibilités pour stimuler les ventes et accroître la rentabilité, tout en mettant à la disposition des consommateurs les services d'un réseau supplémentaire de distribution de produits alimentaires. En Union soviétique, tout comme dans les autres pays socialistes, les coopératives de consommation occupent une place importante dans le mouvement coopératif, et une part importante des denrées alimentaires mises à la disposition du public leur est imputable. En Iraq, la Fédération de coopératives de consommation qui regroupe des mutuelles joue un rôle actif dans la sensibilisation du public à l'importance des coopératives et la protection des intérêts des consommateurs. Elle est membre fondateur de la Fédération des coopératives arabes, qui oeuvre pour la promotion du mouvement coopératif arabe.

17. Outre la promotion des ventes de produits alimentaires, les coopératives de consommation jouent un rôle social important, dans la mesure où elles offrent un point de référence pour juger des niveaux des prix pratiqués dans les secteurs

privé et public et de la qualité des services qu'ils fournissent. Lorsque les prix sont peu élevés du fait d'économies d'échelle ou d'une gestion plus efficace, il est incontestable que les consommateurs sont gagnants dans l'affaire. Par contre, des prix peu élevés dus à une politique de crédit bon marché, au dégrèvement fiscal ou à tout autre forme de subvention, sont plus contestables. En effet, s'il s'agit là d'une politique de longue date visant à subventionner le mouvement coopératif, le coût réel des produits écoulés par les coopératives est, en partie, supporté par l'ensemble de la société. Et, dans le cas où ces coopératives de consommation cessent d'être subventionnées, elles se trouvent plus vulnérables aux lois du marché avec tous les risques de faillite que cela comporte.

18. La participation des coopératives au cours des trois principales phases du cycle de production alimentaire, à savoir la production, la commercialisation et la consommation, varie sensiblement d'un pays à l'autre. Dans les pays à économie planifiée, leur rôle est prépondérant à toutes les étapes. Dans la plupart des autres pays, si leur rôle est peu important au niveau de la production alimentaire à proprement parler, elles sont extrêmement actives dans la commercialisation d'un ou de plusieurs produits alimentaires. Toutefois, les coopératives d'approvisionnement, qui sont nombreuses aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement, jouent un rôle extrêmement important en fournissant aux exploitants, à des prix peu élevés, engrais, semences et autres facteurs de production.

19. Certains indices indiquent que, dans un certain nombre de pays en développement, les pouvoirs publics ont prouvé qu'ils étaient devenus plus sensibles aux besoins des producteurs alimentaires, en relevant les prix des produits alimentaires et en améliorant, en faveur des exploitants, les termes de l'échange entre la ville et la campagne. Dans certains pays, il est des signes perceptibles que le rôle régulateur de l'Etat dans le secteur agricole/rural devient plus modeste. Les prix ne sont plus aussi strictement contrôlés et l'on assiste à un assouplissement des conditions de commercialisation. Au Nigéria, le Gouvernement a décidé en 1986 d'abolir tous les offices de commercialisation. Suivant le nouveau régime, les coopératives, les sociétés et les particuliers mèneront à peu près indépendamment leurs opérations d'achat et de vente.

20. Le traitement des denrées alimentaires est étroitement liée à la production et à la commercialisation des produits agricoles. Cette activité revêt un caractère important pour la promotion du développement car elle engendre une valeur ajoutée, permet de créer de nouveaux emplois et accroît les recettes nettes tirées des exportations alimentaires. On trouve couramment des coopératives de transformation alimentaire dans nombre des pays en développement les plus industrialisés, tels que l'Argentine, le Brésil et l'Inde. En Inde, il y a eu une nette expansion des coopératives de traitement et de commercialisation de lait, de sucre et de graines oléagineuses. Au niveau international, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a fait d'énormes efforts pour promouvoir les industries alimentaires. La deuxième Consultation sur l'industrie alimentaire, organisée par l'ONUDI à Copenhague en octobre 1984, a examiné le rôle que pourraient jouer les coopératives dans la promotion du développement intégré de l'industrie alimentaire. Les participants ont souligné l'importance qu'il y a à renforcer la coopération internationale dans ce domaine.

IV. RÔLE DES COOPÉRATIVES ET DES ORGANISMES ASSIMILÉS DANS LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT DES ZONES URBAINES

21. Le rôle joué par les coopératives dans le secteur de l'industrie alimentaire témoigne de la place privilégiée qu'elles occupent dans le secteur industriel et des vastes possibilités qu'elles offrent pour la promotion du développement des zones urbaines. De par le nombre de leurs adhérents, le volume de leur chiffre d'affaires et l'importance de leur clientèle, les coopératives urbaines constituent déjà une composante importante de l'ensemble du mouvement coopératif. Il s'agit notamment de coopératives d'épargne et de crédit, de consommation, de logement et d'assurance. En outre, la persistance du chômage urbain a abouti à la création de coopératives industrielles ou ouvrières dans de nombreux pays développés à économie de marché, tels que notamment l'Espagne, la France, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Ces coopératives connaissent une expansion sans précédent. Selon un rapport récemment établi par un comité du Parlement européen, la majorité des coopératives industrielles nouvellement créées en République fédérale d'Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni sont issues d'entreprises en difficulté.

22. Dans certains pays en développement, l'on semble commencer à s'intéresser au rôle que pourraient jouer les coopératives et les organismes assimilés dans la recherche d'une solution aux problèmes persistants que constituent le chômage, la pénurie de logements, les pénuries alimentaires et la hausse des prix alimentaires. L'accroissement rapide de la population urbaine dans l'ensemble des pays en développement est une raison de plus pour mettre en place des organismes sociaux à même de résoudre cette question et autres problèmes connexes. Les coopératives industrielles urbaines offrent d'immenses possibilités d'emploi à des travailleurs qui, s'il en était autrement, resteraient au chômage. Il ressort de l'expérience tanzanienne, par exemple, que le coût de la création d'un emploi est moins élevé dans une coopérative que dans une entreprise normale. Au Nicaragua, les petites coopératives de production emploient 30 % de l'ensemble de la main-d'œuvre industrielle.

23. En dépit des résultats importants qu'elles ont obtenus en matière de création d'emplois dans les zones urbaines, les coopératives, à quelques exceptions près, ne sont pas encore devenues vraiment une structure organisationnelle apte à promouvoir le développement économique sur une large échelle. A cet égard, le mouvement coopératif de Mondragon, dans le Pays basque espagnol, demeure jusqu'ici un modèle auquel la plupart des mouvements coopératifs urbains ne sauraient même pas commencer à aspirer, et encore moins à suivre. Cette situation s'explique par des facteurs aussi multiples que complexes. Il n'existe pas, dans les zones urbaines, d'éthique coopérative, du fait que le public ignore ce que sont les coopératives. En outre, contrairement aux zones rurales où l'atmosphère d'isolement a engendré un esprit d'initiative personnelle et d'assistance mutuelle, les populations des zones urbaines sont peu portées sur les activités à caractère coopératif et éprouvent souvent un profond sentiment d'aliénation à l'égard de toute institution sociale. Par un phénomène inverse, les travailleurs, dans les grandes villes de certains pays développés à économie de marché, tels que la France et le Royaume-Uni, se montrent plus disposés à adopter une telle formule pour lancer de petites entreprises ou pour en sauver d'autres qui se trouvent au bord de la faillite.

24. Toutefois, les coopératives urbaines, notamment industrielles, ne sauraient guère se développer sans l'aide de l'Etat ou sans une assistance extérieure. L'octroi d'une telle assistance, du moins pendant la phase initiale, est indispensable dans la mesure où de très nombreuses coopératives industrielles ont besoin de capitaux supplémentaires, de cadres bien formés, d'une main-d'oeuvre qualifiée et d'informations sur les conditions de commercialisation. Tout comme dans le cas des coopératives rurales, c'est d'une gestion rationnelle que dépend le succès des coopératives industrielles de production, ainsi qu'il a été expliqué dans une étude pilote entreprise par l'ACI et présentée à la Conférence sur le potentiel économique et social des coopératives industrielles dans les pays en développement, tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en février 1982. Les auteurs de l'étude ont conclu que les difficultés éprouvées par les coopératives industrielles s'expliquaient, le plus souvent, par des carences au niveau de la gestion plutôt que par le manque de capitaux.

25. L'idéal serait que les coopératives mobilisent des fonds à partir des réserves annuelles qu'elles ont accumulées. Or, il est difficile de le faire dans la mesure où, dans la pratique, elles ont plutôt pour objectif d'offrir à leurs membres les prix les plus bas possibles et non de réaliser des bénéfices. Toutefois, dans bien des pays, les coopératives sont légalement tenues de mettre de côté une partie de leurs bénéfices annuels dans un compte de réserve. Dans les pays scandinaves par exemple, les coopératives constituent des réserves en émettant des actions représentant une partie des bénéfices annuels qu'elles répartissent parmi les membres à proportion, généralement, des services utilisés par chacun d'eux. Cette pratique se répand dans un certain nombre de pays en développement.

26. Les coopératives industrielles devraient étudier de près les nouvelles méthodes élaborées par les coopératives agricoles pour recueillir des fonds. Du fait qu'elles n'ont généralement pas accès aux bourses des valeurs mobilières, bien des coopératives agricoles ont adopté de nouvelles techniques, consistant par exemple à vendre des actions à des institutions et à l'Etat, et à vendre des obligations à leurs membres. Les fonds institutionnels proviennent généralement de banques coopératives créées aux fins de financer les coopératives. A cet égard, si l'épargne constitue de plus en plus une source importante, il n'est pas rare que ces fonds soient fournis par l'Etat ou par d'autres sources extérieures. Aussi constate-t-on que, dans un certain nombre de pays, les banques coopératives sont devenues tout à fait indépendantes de l'Etat et n'ont recours qu'aux coopératives et aux coopérateurs.

27. Compte tenu des difficultés réelles qu'éprouvent les coopératives à recueillir des fonds, l'Etat pourrait, dans des conditions bien déterminées, fournir les capitaux nécessaires, sous forme de prêts ou de crédits par exemple. A cet égard, il convient de ne pas encourager l'octroi de dons à moins que cette aide ne soit destinée à des projets clairement définis d'utilité publique ou liés à des activités promotionnelles et éducatives. Conformément aux principes énoncés dans la recommandation No 127 de l'OIT, cette assistance devrait être de nature à promouvoir les intérêts et l'autonomie des coopératives et devrait avoir pour objet de stimuler et non d'assoupir l'esprit d'initiative des coopérateurs.

28. Les gouvernements pourraient également envisager des méthodes nouvelles et innovatrices pour aider les coopératives à recueillir les fonds nécessaires. Comme c'est actuellement le cas en Egypte et en République-Unie de Tanzanie, les banques...

agricoles ou de développement pourraient être encouragées à octroyer des prêts aux coopératives à des conditions intéressantes à la fois pour les exploitants pauvres et pour les agriculteurs aisés. Faute de pouvoir fournir des garanties, les agriculteurs pauvres se voient souvent refuser des crédits et sont ainsi forcés à avoir recours à des usuriers. L'Etat et les organismes publics pourraient accorder des prêts aux coopératives qui souhaitent faire des investissements importants. Les obligations portant un intérêt fixe et assorties d'un calendrier de remboursement préétabli sont devenues peu à peu une constante de la dette à long terme dans des pays aussi différents que l'Inde et les Etats-Unis d'Amérique, où leur négociabilité est sanctionnée, d'une façon ou d'une autre, par l'Etat. Il s'agit là d'une des sources des plus prometteuses de capitaux nouveaux, encore qu'elle ne soit généralement accessible qu'aux coopératives bien établies et possédant déjà une cote de crédit. Des sources de crédit internationales, autres que les organismes d'aide au développement, commencent également à devenir une source de financement pour les coopératives. Les efforts de développement devraient avoir également pour objet la mise en place d'un système coopératif de financement autonome contrôlé par les coopératives. Il convient de noter qu'il existe des banques autonomes de ce genre dans la quasi-totalité des pays où les coopératives ont connu une expansion.

V. LA PARTICIPATION DE TOUS, NOTAMMENT CELLE DES FEMMES, DES JEUNES, DES HANDICAPES ET DES PERSONNES AGEES AUX COOPERATIVES

29. La libre participation a été l'un des principes clefs du mouvement coopératif de Rochdale. Ce principe a été juridiquement consacré dans un grand nombre de pays qui professent que la participation aux coopératives est ouverte à tous. Toutefois, il existe généralement une marge importante entre les lois et les faits. Les coopératives répugnent souvent à ouvrir leurs portes aux femmes, aux jeunes, aux personnes handicapées et aux personnes âgées. Une étude de la FAO indique que "... les femmes, à quelques rares exceptions, sont la plupart du temps sous-représentées au sein des coopératives agricoles, notamment dans le tiers monde" 2/. Les sections suivantes donnent un aperçu des problèmes concernant la participation des femmes, des jeunes, des handicapés et des personnes âgées aux coopératives.

A. Les femmes

30. La Décennie des Nations Unies pour la femme a permis à l'opinion publique de prendre mieux conscience du rôle important que jouent les femmes dans la société ainsi que des difficultés qui les empêchent de participer pleinement à la vie sociale sur un pied d'égalité. Les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme, adoptées par la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix (Nairobi, 15-26 juillet 1985), ont vu dans les coopératives des organisations susceptibles de jouer un rôle indispensable en vue de l'intégration des femmes défavorisées des villes et des campagnes au grand courant du développement. A bien des égards, les femmes ont fait des progrès remarquables bien qu'encore insuffisants sur la voie de leur pleine intégration aux coopératives, dans des conditions correspondant à leur nombre et à leur importance dans la société. Tel est couramment le cas dans les pays développés, mais aussi dans un certain nombre de pays en développement.

31. La participation des femmes aux coopératives et aux organisations de ce type est très inégale dans les pays en développement. Bien que le niveau de la participation soit généralement bas, la situation varie considérablement d'une région en développement à une autre. Les femmes ont tendance à être fortement représentées dans les coopératives de consommateurs, mais beaucoup moins dans les coopératives agricoles. On trouve des coopératives de femmes dans certains pays où les diverses couches de la population sont profondément attachées aux valeurs traditionnelles. Au Bangladesh, il existe de nombreuses coopératives féminines, dont les activités sont pour la plupart consacrées à la production et à la commercialisation de produits d'artisanat. En République arabe syrienne, les coopératives sont généralement ouvertes à tous, à l'exception de certaines associations exclusivement féminines, notamment les coopératives assurant des services aux familles. La pratique la plus courante est d'encourager les coopératives mixtes. Les coopératives laitières d'Anand en Inde, où les femmes travaillent aux côtés des hommes, constituent un exemple typique. Les femmes ont tendance à être particulièrement bien représentées au sein des coopératives de consommateurs et de crédit. En Afrique, les femmes prennent activement part aux coopératives d'épargne et de crédit du fait sans aucun doute du rôle prédominant qu'elles jouent dans le commerce de détail.

32. En dépit des progrès considérables accomplis par les femmes au fil des ans, elles ne jouent pas encore dans la plupart des pays un rôle prépondérant dans le mouvement coopératif. De façon générale, les femmes sont peu nombreuses dans les coopératives agricoles et urbaines. Même lorsque les femmes sont présentes en plus grand nombre, la gestion de ces coopératives demeure souvent une prérogative masculine. Ce n'est pas là le fait du hasard; il s'agit d'une situation solidement ancrée dans les régimes fonciers et les principes de crédit bancaire en vigueur. Dans bon nombre de pays, la participation aux coopératives agricoles est souvent liée à la propriété foncière ou à la possibilité d'obtenir des crédits. Les femmes se trouvent donc prises dans un cercle vicieux : elles ne peuvent devenir membre d'une coopérative parce qu'elles n'ont pas accès à la propriété foncière et de ce fait n'ont pas accès au crédit. Cependant, même en l'absence de barrières d'ordre juridique, la coutume et la tradition parviennent tout autant à empêcher les femmes de participer aux coopératives. Dans maints pays, une fois que le chef de famille adhère à une coopérative, la famille bénéficie également des services offerts par l'organisation. De ce fait, il est rare que les femmes deviennent officiellement membres de la coopérative.

33. Les coopératives féminines offrent certains avantages dans la mesure où les femmes en contrôlent l'organisation et les orientations et prennent les décisions de gestion courante. La création de coopératives distinctes pour les femmes ne constitue cependant pas le seul moyen de faire participer les femmes au mouvement coopératif. Les coopératives intégrées ou mixtes sont encore les plus répandues et elles doivent être préférées aux autres à moins que des circonstances particulières ne justifient l'existence de coopératives distinctes pour les femmes. Dans ce contexte, il convient d'évoquer l'enquête internationale menée à bien par l'OIT sur l'intégration des femmes dans les coopératives.

B. Les jeunes

34. L'intégration des jeunes dans la société est une des grandes tâches des gouvernements, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Dans les pays développés, les taux de chômage chez les jeunes âgés de 15 à 25 ans sont supérieurs à la moyenne nationale. Le chômage est souvent bien plus grave dans les pays en développement, où les jeunes, qui généralement représentent jusqu'à la moitié de la population totale, demeurent les principales victimes de la récession. Les coopératives, sans être une panacée permettant d'éliminer le chômage des jeunes, sont toutefois susceptibles d'offrir à bon nombre de jeunes des emplois lucratifs.

35. Il incombe aussi bien aux mouvements coopératifs qu'aux gouvernements de susciter et d'entretenir l'intérêt des jeunes pour les coopératives. Les gouvernements sont notamment en mesure de faire mieux connaître les coopératives et ce qu'elles font. Dans bon nombre de pays développés à économie de marché, les étudiants reçoivent peu d'informations sur le fonctionnement des coopératives et sur leur potentiel en matière d'emploi, de logement, de crédit, de services sociaux et de sport. Le problème se pose beaucoup moins dans les pays socialistes et scandinaves et dans certains autres pays où les coopératives sont une tradition de longue date et sont étroitement liées à l'économie nationale. Il incombe également aux coopératives elles-mêmes de s'efforcer de faire participer les jeunes à leurs activités. Pour ce faire, elles peuvent prévoir des activités et des programmes à l'intention des jeunes. L'expérience polonaise pourrait servir d'exemple pour ce qui est d'attirer les jeunes dans les coopératives. Il existe en Pologne diverses formes d'organisations coopératives qui regroupent un grand nombre de jeunes. L'ACI et le Conseil suprême des coopératives de Pologne ont organisé, à Varsovie, en octobre 1985, dans le cadre de l'Année internationale de la jeunesse, une conférence sur le thème général "Les jeunes et l'idéal coopératif dans un monde en évolution". La Conférence, à laquelle ont participé 70 jeunes coopérateurs représentant des organismes affiliés à l'ACI de 70 pays, ont exploré les moyens de promouvoir l'idéal coopératif chez les jeunes, notamment dans les pays en développement, et les réponses que les coopératives pouvaient offrir à certains des problèmes socio-économiques qui se posent aux jeunes.

C. Les personnes handicapées

36. Le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées qui a été adopté par l'Assemblée générale le 3 décembre 1982 (résolution 37/52) entend promouvoir des mesures propres à assurer la prévention de l'incapacité, la réadaptation et la poursuite des objectifs qui sont la participation pleine et entière des handicapés à la vie sociale et au développement, et l'"égalité" (voir A/37/351/Add.1 et Add.1/Corr.1, annexe, chap. VIII). C'est dans ce contexte qu'il convient de considérer le rôle des coopératives vis-à-vis des handicapés. Le Programme d'action mondial indique de façon spécifique que les coopératives constituent l'un des types d'organisations qui peuvent aider à réaliser l'intégration des handicapés au marché du travail.

37. Les coopératives ont montré qu'elles pouvaient aider utilement les personnes handicapées à trouver un emploi et à obtenir des crédits, à avoir accès au logement et aux services sociaux nécessaires. L'ampleur des besoins sociaux et économiques des personnes handicapées, qui représentent environ 10 % de la population mondiale,

est telle que la plupart des gouvernements et des institutions privées n'arrivent pas à les satisfaire. Dans un grand nombre de pays, des coopératives créées par des handicapés contribuent modestement à satisfaire ces besoins. La parution en décembre 1985 de la publication intitulée Cooperatives of Disabled Persons: A Guide for Promotion and Organization 3/ a permis de diffuser maints nouveaux renseignements quant aux pratiques et à l'organisation des coopératives de personnes handicapées.

38. On trouve des coopératives de personnes handicapées dans des pays en développement en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine. De façon générale, les membres de ces coopératives ne représentent qu'une faible proportion du nombre total de chômeurs handicapés. Au nombre des problèmes auxquels se heurtent les coopératives de personnes handicapées, il y a lieu de citer le manque de capitaux, des cadres n'ayant pas reçu la formation nécessaire, des débouchés limités et un soutien gouvernemental insuffisant. Le nombre de coopératives de personnes handicapées et des travailleurs en cause en Europe occidentale est très limité. Deux facteurs ont récemment été propices à la création de telles coopératives : d'une part l'insuffisance des programmes sociaux gouvernementaux et d'autre part l'intérêt croissant porté aux coopératives de travailleurs créées par des chômeurs. Le nombre de groupements coopératifs de personnes handicapées est sans aucun doute beaucoup plus important qu'on ne le pense, étant donné que bon nombre d'entre eux ne sont pas enregistrés en tant que coopératives mais en tant qu'associations.

39. Les coopératives de personnes handicapées sont beaucoup plus développées dans les pays à économie planifiée d'Europe orientale mais, même dans ces pays, à l'exception notable de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et peut-être de la Bulgarie, leur importance économique est limitée. En Tchécoslovaquie, les handicapés sont parfois admis en priorité dans les coopératives ordinaires. La "coopérative d'invalides" polonaise (expression largement utilisée en Europe orientale) est la plus importante coopérative de ce genre dans la région et dans le monde 4/. Son objectif fondamental est d'être une source d'emploi productif, et d'assurer à toutes les catégories de personnes handicapées un recyclage et une réadaptation professionnelle ainsi qu'une formation en vue de leur réinsertion sociale.

D. Les personnes âgées

40. Jusqu'à présent, on n'a guère accordé d'attention aux coopératives dans le contexte des besoins des personnes âgées. Cette question prend de l'importance au fur et à mesure que l'âge médian des membres des coopératives dans les pays développés (et de la population en général) augmente. Le nombre des personnes âgées s'accroît également dans les pays en développement. La satisfaction des besoins de ce groupe exigera une part de plus en plus importante des dépenses sociales de l'Etat.

41. Il ne fait guère de doute que les coopératives peuvent, dans de nombreux cas, être fort utiles aux personnes âgées. En République démocratique allemande, les membres des coopératives qui, pour des raisons d'âge ou d'invalidité, ne sont plus capables de travailler, bénéficient des mêmes services et prestations que les autres travailleurs. En Europe occidentale, les membres des coopératives agricoles qui atteignent l'âge de la retraite se retirent généralement et reçoivent alors les

fonds correspondant à leur part qu'ils ont accumulés au fil des ans. Le Comité mixte pour la promotion de l'aide aux coopératives (COPAC) et le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies doivent prochainement mener une étude en vue de définir plus précisément le rôle relativement mal connu des coopératives dans le domaine du vieillissement. Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le vieillissement a alloué 27 000 dollars des Etats-Unis à cette étude.

VI. PARTICIPATION DES PAYSANS, Y COMPRIS DES PAYSANS SANS TERRE, AUX COOPERATIVES

42. A mesure que les pressions démographiques augmentent, le nombre des paysans sans terre est appelé à augmenter. Cette tendance est particulièrement évidente en Asie du Sud et dans certaines régions d'Amérique latine et commence maintenant à se faire sentir en Afrique subsaharienne, où l'expansion démographique se poursuit sans relâche. La création de coopératives de logement, de consommateurs, d'artisanat, d'élevage de la volaille, etc. pourrait réduire l'importance de la propriété foncière et, partant, contribuer à diversifier l'économie. En Chine, où le Gouvernement encourage les propriétaires de petites exploitations à faible rendement à abandonner leur lopin de terre, des coopératives de travailleurs permettraient peut-être d'absorber efficacement une partie de cette main-d'oeuvre excédentaire.

43. Nombre d'indices prouvent qu'à quelques rares exceptions près, les organisations coopératives dans la plupart des pays en développement ne s'adressent pas encore à la grande majorité des pauvres des zones rurales : agriculteurs, journaliers sans terre et autres groupes désavantagés. Il arrive assez fréquemment que certains groupes, notamment ceux qui n'ont pas de terre, ne puissent pas devenir membres de coopératives parce qu'ils ne peuvent pas offrir les garanties qui leur permettraient d'obtenir un prêt. De surcroît, les avantages liés à la participation aux coopératives vont généralement à la population rurale la mieux lotie, qui souvent contrôle les décisions en matière d'affectation des ressources sociales. Dans bon nombre de pays en développement, les coopératives ont souvent tendance à refléter et à renforcer les structures sociales bien marquées de la société rurale. Dans certains pays, en revanche, les coopératives sont devenues des agents d'évolution sociale et ont contribué à la transformation des modalités de production agricole et de commercialisation.

44. Le cas du Népal illustre comment les gouvernements peuvent réorienter le développement des coopératives en faveur des petits exploitants. Pour ce faire, le Gouvernement a tout d'abord décidé de définir la pauvreté en fonction de la taille des exploitations et/ou de l'ampleur des revenus. Dans cet esprit, le Gouvernement a promulgué une législation visant à garantir que les membres les plus pauvres des coopératives puissent participer aux décisions de ces dernières. Aux termes d'une loi adoptée en 1981, deux tiers des sièges des conseils d'administration des coopératives primaires sont réservés aux agriculteurs et aux petits exploitants. Une autre façon d'aider les petits exploitants est de veiller à ce que le gros des crédits disponibles leur soient octroyés. La FAO a proposé que 80 % du volume total des crédits dont disposent les coopératives primaires soient alloués aux petits exploitants.

VII. LE ROLE DES POUVOIRS PUBLICS DANS LA PROMOTION DES COOPERATIVES ET SES LIMITES

45. On admet généralement que les pouvoirs publics devraient fournir une aide aux coopératives dans la mesure où celle-ci ne compromet pas l'indépendance et la liberté d'action de ces organismes. Ceci est conforme à la recommandation No 127 de l'OIT dans laquelle il est recommandé que les pouvoirs publics fournissent aux coopératives une aide de nature économique, financière, technique, législative ou autre à condition que cela ne porte pas atteinte à leur indépendance. Le raisonnement sur lequel repose ce principe est clair : les pouvoirs publics ont certainement un rôle à jouer dans l'aide aux coopératives mais doivent se garder de créer ainsi une situation de dépendance qui pourrait altérer leur nature indépendante et démocratique.

46. Dans les pays développés à économie planifiée et dans la plupart des pays en développement, l'aide de l'Etat aux coopératives est un principe acquis. Elle prend diverses formes : allègements fiscaux, bonification d'intérêts, exemption des taxes à l'importation, programmes de formation et d'enseignement, et vente de biens d'équipement, de matières premières et de terrains à des prix préférentiels. En Bulgarie, le mouvement coopératif est encouragé par l'Etat qui lui fait jouer un rôle clef dans le développement agricole. On peut citer des exemples analogues tirés de l'expérience du mouvement coopératif en Union des Républiques socialistes soviétiques, en Hongrie et dans les autres pays socialistes d'Europe orientale où l'Etat fournit à des degrés divers une assistance matérielle. La tendance actuelle dans ces pays indique que les liens qui existent entre l'Etat et les coopératives ne sont pas près de se relâcher et que le mouvement coopératif peut continuer à compter sur le soutien des pouvoirs publics pour mener des activités économiquement utiles et socialement souhaitables. Aux Etats-Unis et au Canada, les pouvoirs publics soutiennent les coopératives sur les plans législatif, réglementaire et financier.

47. En Europe occidentale, au contraire, les coopératives sont nées de l'action de mouvements populaires et non de celle de l'Etat. Le mouvement coopératif en France, au Royaume-Uni, en Suède et dans d'autres pays d'Europe occidentale a grandi dans une forte tradition d'indépendance, de bénévolat et d'auto-assistance qui continue actuellement. Ceci ne signifie pas que l'Etat est neutre ou indifférent à l'égard des coopératives. En général, il encourage leur formation et leur développement. Au Royaume-Uni, par exemple, les pouvoirs publics ont encouragé le développement de coopératives dans les secteurs du logement et de l'agriculture et ont donné leur appui à des coopératives ouvrières de production. Ce dernier type de coopératives est considéré dans beaucoup de pays européens comme offrant des possibilités d'absorber une partie du chômage urbain actuel et de créer des emplois dans la petite industrie.

48. On reconnaît, en général, que dans les pays en développement les pouvoirs publics ont un rôle utile et indispensable à jouer dans la promotion du mouvement coopératif. Dans de nombreux pays, ce mouvement ne doit son existence qu'au soutien de l'Etat. Sans les subventions, les programmes de formation, le soutien législatif et, dans de nombreux cas l'encadrement, fournis par l'Etat, les efforts déployés par le mouvement coopératif de nombreux pays en développement ne donneraient pas grand chose.

49. On reconnaît généralement la justesse de cette affirmation, mais il n'en est pas moins vrai que le soutien et le contrôle des pouvoirs publics n'apportent pas que des bienfaits. Dans un certain nombre de pays, ceux-ci ont le pouvoir de nommer et de révoquer les dirigeants des coopératives, ce qui altère le caractère indépendant et démocratique qui est la marque même de l'entreprise coopérative. Dans ces cas, les membres des coopératives non seulement ont perdu la direction de leur organisation mais sont aussi souvent obligés de se soumettre aux directives des pouvoirs publics pour ce qui est de la production, de la fixation des prix et de la commercialisation de leurs produits. Dans une certaine mesure, cet inconvénient est compensé par l'octroi de prêts à un taux bonifié et de tarifs préférentiels pour d'autres facteurs de production, qui atténue l'impact de prix inférieurs à ceux du marché. Trop souvent toutefois, l'effet combiné des contrôles exercés par les pouvoirs publics sur la gestion et de politiques discriminatoires en matière de fixation des prix a été d'affaiblir l'autonomie et le caractère démocratique des coopératives et de saper les fondements économiques du mouvement coopératif.

50. Etant donné qu'actuellement, dans de nombreux pays, on tend à relâcher les contrôles étatiques sur l'économie et à laisser les prix se fixer selon les lois du marché, il est nécessaire de réévaluer le rôle que doivent jouer les pouvoirs publics dans le fonctionnement des coopératives. Peu de pays sont disposés à aller, comme la Finlande, jusqu'à abolir toute forme d'intervention de l'Etat dans les coopératives et toute forme de soutien à ces dernières (elles sont maintenant régies par la même réglementation que les entreprises privées), mais d'autres pays remettent en question les politiques actuelles qui consistent à subventionner les coopératives et à exercer un contrôle étendu sur leurs activités.

51. De nombreuses coopératives sont devenues trop tributaires du soutien de l'Etat dont elles auraient du mal à se passer. Dans la grande majorité des cas, cela n'est pas souhaitable. S'il est légitime que l'Etat assure des programmes de formation et d'enseignement et, dans certaines conditions, apporte une aide financière aux coopératives, il ne faut pas que celles-ci deviennent tributaires des pouvoirs publics. Cette aide s'impose particulièrement quand les coopératives assurent des services publics que l'Etat aurait dû autrement fournir. Ne pas aider les coopératives, dans ces conditions, aurait pour effet de les pénaliser par rapport aux concurrents privés, qui se préoccupent moins des conséquences sociales ou nationales de leur action. En période de crise économique comme celle qui sévit actuellement, où les gouvernements de nombreux pays sont obligés de fermer des sociétés publiques ou de les vendre à des intérêts privés, les coopératives de travailleurs apparaissent de plus en plus comme une solution de rechange. Récemment, le Gouvernement bolivien, confronté à de graves problèmes dans l'industrie minière nationalisée, a convenu de confier l'exploitation de neuf mines à des coopératives de travailleurs. Dans ce genre de situation, où il y va de la défense de l'emploi, il semble raisonnable de fournir un soutien à ces coopératives.

52. Vu les nouveaux centres d'intérêt des coopératives et les nouvelles occasions qui se présentent à elles, on s'attache davantage aux niveaux national et international à réexaminer le rôle des pouvoirs publics dans le mouvement coopératif. L'Organisation des Nations Unies organisera à Moscou en mai 1987 un séminaire sur ce thème auquel seront invités des représentants des gouvernements et des mouvements coopératifs de 24 pays en développement.

VIII. PROGRAMMES DE FORMATION ET D'ENSEIGNEMENT DESTINES A ACCROITRE
L'EFFICACITE DES COOPERATIVES ET A LES RENDRE PLUS APTES A
REPENDRE AUX BESOINS DE LEURS MEMBRES

53. Formation et enseignement, bien qu'allant souvent de pair, recouvrent des notions bien différentes tant par leur nature que par leur objet. Les programmes de formation visent à aider les membres des coopératives à s'acquitter plus efficacement de leurs fonctions et à les motiver davantage. Ces programmes portent sur tout un ensemble d'activités, depuis la prise de décisions en Conseil jusqu'aux tâches modestes accomplies aux champs ou à l'atelier. Les programmes d'enseignement, par contre, ont pour principal objectif d'apprendre aux membres et aux futurs membres la philosophie et les principes de la coopération et les droits et responsabilités des membres des coopératives.

54. Les programmes de formation et d'enseignement sont destinés surtout aux membres des coopératives et aux fonctionnaires supervisant le fonctionnement des coopératives. Habituellement, ces programmes sont assurés par diverses institutions telles que les écoles et instituts de formation de l'Etat, des organisations coopératives et des organismes publics. Il arrive souvent que des ministères, quelquefois avec l'aide d'organisations internationales ou d'organismes régionaux, financent en partie ces cours ou mettent des moyens matériels à disposition. Au Guyana, la Cooperative Union League, qui est la fédération nationale des coopératives d'épargne et de crédit, organise régulièrement des séminaires et reçoit une aide du Ministère des coopératives et de la Confédération des coopératives d'épargne et de crédit des Caraïbes pour assurer des cours de formation à l'intention des membres des coopératives d'épargne et de crédit. Des organisations non gouvernementales internationales comme l'ACI, le WOCCU et la FIPA offrent des cours de perfectionnement dans différents domaines intéressant les coopératives. Le programme "Cooperative Education Materials Advisory Services" (CEMAS) de l'ACI, financé par le Centre coopératif de Suède, est l'un des rares programmes visant à mettre au point des méthodes et du matériel répondant aux besoins spécifiques des membres de coopératives et des membres de commissions, et vient s'ajouter à la formation plus technique dispensée dans le cadre du projet de l'OIT "Material and Techniques for Cooperative Management Training" (MATCOM) (voir par. 56 ci-après). Des programmes "de mouvement à mouvement" ont permis non seulement d'apporter une assistance technique et financière mais d'assurer aussi une formation. Parmi les institutions spécialisées, l'OIT se distingue depuis longtemps dans le domaine de l'enseignement et de la formation.

55. Dans ce contexte, on peut mentionner une série d'ateliers nationaux organisés par l'OIT et financés par le Gouvernement norvégien, sur les principes et les normes en vigueur en matière de formation coopérative dans divers pays d'Asie (voir ILO/NOR/81/RAS/31, p. 4). Ces ateliers font suite à un symposium régional sur le même sujet, tenu à Chiangmai (Thaïlande) en 1979. On a estimé souhaitable d'examiner les conclusions et recommandations du symposium de Chiangmai concernant, entre autres, les enquêtes sur la main-d'oeuvre, les conditions d'emploi et le renforcement du personnel enseignant, ainsi qu'une recommandation selon laquelle les gouvernements devraient s'attacher à confier au mouvement coopératif les fonctions de formation dévolues jusqu'ici aux organismes publics. Le symposium a donc été suivi d'ateliers nationaux organisés fin 1981 et début 1982 en Inde, en Indonésie, à Sri Lanka et en Thaïlande. Le dixième atelier national de la série a été organisé au Bangladesh, fin octobre 1985.

56. MATCOM (Material and Techniques for Cooperative Management Training) est un autre projet important de formation de l'OIT. Vers la fin de 1986, c'est-à-dire à l'issue de la phase actuelle, il aura abouti à la production de jeux complets de matériel de formation dans les domaines de l'agriculture et de la gestion des coopératives de consommateurs. La production de matériel de formation pour le personnel des coopératives industrielles ou de travailleurs a débuté sur une échelle modeste. On détermine actuellement les besoins en matière de formation des coopératives de pêche. Grâce à de bonnes techniques de "marketing", le matériel du MATCOM a été introduit, distribué, adapté et traduit dans de nombreux pays.

IX. LES DIFFICULTES RENCONTREES AU NIVEAU NATIONAL DANS LA MISE EN
PLACE ET LE DEVELOPPEMENT DE COOPERATIVES ET LES ENSEIGNEMENTS
A TIRER DES EFFORTS FAITS POUR LES SURMONTER

57. Parmi les difficultés rencontrées dans la mise en place et le développement de coopératives, les gouvernements et les coopératives mentionnent souvent le manque de cadres compétents. Cette lacune, que tout le monde reconnaît, a gêné le développement des coopératives et la situation risque d'empirer étant donné que la survie des coopératives dépendra d'une plus grande efficacité. Pour remédier à ce problème, on cherche fréquemment à augmenter le nombre des programmes de formation et à en améliorer le niveau. Récemment, l'Egypte a promulgué une loi portant création d'un fonds spécial pour les programmes de formation concernant les coopératives. La moitié des ressources sont réservées à la formation au niveau local et le reste à la formation au niveau national. Au Pakistan, où le personnel d'encadrement qualifié fait cruellement défaut, on a créé, à Faisalabad dans la province du Punjab, un collège spécialisé dans la formation des dirigeants de coopératives. De plus, on a organisé des programmes de formation en cours d'emploi dans le cadre desquels une formation technique est dispensée et les principes de coopération sont enseignés. Les mouvements coopératifs feraient bien d'examiner ce problème, qui semble être généralisé, et de proposer des moyens pour y remédier aux niveaux national, régional et international.

58. La fréquence de l'analphabétisme est aussi un obstacle important à la mise en place et au bon fonctionnement des coopératives. La Fédération internationale des travailleurs des plantations, de l'agriculture et des secteurs connexes (FITPASC), organisation non gouvernementale internationale dont le but est d'aider les paysans et fermiers pauvres, a beaucoup fait pour organiser les pauvres des zones rurales en coopératives et associations syndicales. Les paysans illettrés, qui sont habituellement les plus pauvres de tous, n'ont généralement pas les connaissances ni l'assurance nécessaires pour organiser une coopérative. Quand ils deviennent membres d'une coopérative déjà constituée, ils sont souvent indûment influencés par les agriculteurs plus aisés. Au Nicaragua, le niveau d'instruction insuffisant des membres des coopératives a entravé l'amélioration de la qualité de l'administration et l'autogestion.

59. Quelquefois les coopératives pâtissent plus qu'elles ne bénéficient des politiques et programmes des pouvoirs publics destinés à les aider. En El Salvador, par exemple, l'aide aux coopératives est fonction des orientations politiques. Ceci n'est pas rare dans les pays où les coopératives ont tendance à être liées aux différents partis politiques. Dans certains pays, les changements fréquents de politique à l'égard des coopératives ont semé la confusion au sujet

des intentions des pouvoirs publics à l'égard du mouvement coopératif. Une réévaluation par les pouvoirs publics du rôle qu'ils doivent jouer dans l'aide aux coopératives peut aggraver ce genre de difficulté. Ceux-ci doivent certes adapter leur action aux nouvelles conditions que connaît le monde coopératif, mais ils doivent éviter des changements trop fréquents ou trop importants qui risqueraient de perturber l'évolution harmonieuse du mouvement. Une autre difficulté répandue tient à l'absence d'un droit clair et précis en matière de coopératives, ce qui ne favorise pas la mise en place et le développement de ces dernières. Une manière de changer cette situation est de réformer la législation en vigueur en matière de coopératives. Il faut noter, à cet égard, qu'un certain nombre de gouvernements ont sollicité l'assistance des services du programme pertinent de l'OIT pour les aider à rédiger de meilleurs textes de loi concernant les coopératives. Depuis 1981, l'OIT a envoyé des missions, dans ce but, au Botswana, au Burundi, en Grèce, en Haïti, à Madagascar, au Mali, au Niger, au Rwanda et au Togo.

60. Le manque de capitaux est un problème chronique qui limite souvent les activités des coopératives. Dans la mesure où elles se lancent dans des industries à forte intensité de capital, comme l'industrie alimentaire et l'industrie manufacturière, elles ont besoin d'obtenir plus de capitaux pour soutenir leurs activités. Or, dans la plupart des pays, cela leur est difficile car elles n'ont pas accès aux grands marchés boursiers et les banques commerciales ordinaires se montrent souvent peu compréhensives à leur égard. Vu les difficultés qu'ont les coopératives à se procurer des capitaux, les pouvoirs publics pourraient, sous certaines conditions, leur en fournir. A défaut, ils devraient collaborer avec le mouvement coopératif pour trouver de nouveaux moyens pour les coopératives de se procurer des capitaux, tels que la création de banques à statut spécial pour le développement des coopératives industrielles ou d'organismes similaires.

61. Les troubles civils ou les guerres en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, en Amérique centrale et en Amérique du Sud ont considérablement entravé le développement. Ces conflits ont non seulement coûté la vie à de nombreuses personnes mais ont aussi détourné des sommes très importantes du processus de développement. Dans beaucoup de régions d'Afrique, la famine ou de mauvais résultats agricoles sont dus essentiellement à des troubles civils et non pas à des conditions climatiques défavorables. Là où ces troubles persistent, ils auront obligatoirement un effet défavorable sur le mouvement coopératif. Il n'est guère possible de maintenir un mouvement coopératif ou un semblant de vie normale au milieu de troubles civils et militaires.

X. PROGRES REALISES DANS LE RENFORCEMENT DES ACTIVITES "DE MOUVEMENT A MOUVEMENT"

62. L'idée selon laquelle un mouvement coopératif établi pourrait aider un mouvement analogue dans un autre pays, sans intermédiaire gouvernemental ou autre, n'est pas nouvelle. La philosophie qui anime le mouvement coopératif fait d'une telle aide une obligation et les principes coopératifs, tels qu'ils ont été redéfinis par l'ACI en 1966, sont favorables à la collaboration entre coopératives de tous types et à tous les niveaux. Le transfert de ressources d'un mouvement à l'autre peut porter sur des données d'information, des techniques, de la main-d'oeuvre ou des fonds. Dans le cadre de la coopération Nord-Sud une aide est habituellement fournie par les pays développés aux coopératives des pays en

développement. A mesure que les mouvements coopératifs des pays en développement se développent et acquièrent davantage de ressources et de compétences, les possibilités d'assistance Sud-Sud s'accroissent.

63. Si l'idée d'une entraide de mouvement à mouvement fait partie intégrante de la philosophie coopérative, le contexte politique dans lequel elle est aujourd'hui abordée a profondément changé. Après plusieurs décennies au cours desquelles les gouvernements des pays développés ont aidé au renforcement du mouvement coopératif dans les pays en développement, les résultats sont loin de donner pleinement satisfaction. Beaucoup a été fait dans le cadre de ce type d'assistance, mais le sentiment général est que l'on aurait pu accomplir davantage avec les ressources fournies.

64. C'est en cherchant des moyens plus efficaces d'aider les coopératives que l'on s'est intéressé aux programmes d'appui de mouvement à mouvement. Dans cette pratique, le gouvernement est appelé à jouer un rôle non plus d'administrateur mais de bailleur de fonds. Les gouvernements des pays bénéficiaires conservent un droit de regard sur les projets et plus un projet est important plus ils le suivent de près. La plupart des fonds proviennent des gouvernements de pays développés, bien qu'un apport modeste, mais non négligeable, soit également fourni par le mouvement coopératif. La Banque Rabo, aux Pays-Bas, offre une formation et d'autres formes d'assistance aux banques coopératives de certains pays en développement. Les coopératives d'épargne et de crédit associent leurs efforts en vue de réunir des fonds pour étendre leur mouvement dans les pays en développement. Le Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit a donné à cette tendance un nouvel élan en établissant, dans les pays développés et dans les pays en développement, un réseau de fondations de coopératives d'épargne et de crédit.

65. Il apparaît aujourd'hui que les gouvernements et les mouvements coopératifs de certains pays, donateurs comme bénéficiaires, sont de plus en plus désireux de promouvoir l'expansion des coopératives dans le cadre d'une entraide de mouvement à mouvement. Le Centre coopératif de Suède, appuyé par l'Agence suédoise de développement international, coordonne l'aide apportée aux mouvements coopératifs au Kenya, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie. En 1982, le Centre coopératif de Suède a signé un accord avec la Fédération des coopératives de Zambie, en vertu duquel il a versé en moyenne 25 millions de KrS par an au mouvement zambien. L'un des buts essentiels de cette assistance était de renforcer la capacité de la Fédération des coopératives de Zambie, laquelle non seulement reçoit l'aide au nom du mouvement zambien mais est aussi la principale organisation opérante. Au Kenya, le Centre coopératif de Suède convertit ses projets d'assistance au Kenya National Farmers' Union en une aide directe de mouvement à mouvement. D'autres pays industrialisés pourraient envisager de suivre cette voie.

66. Aux Etats-Unis d'Amérique, il n'existe aucun organisme central chargé de l'assistance aux coopératives des pays en développement. Six organisations coopératives - la National Co-operative Business Association (NCBA), l'Agricultural Co-operative Development Association (ACDA), la Co-operative Housing Foundation (CHF), la National Rural Electric Cooperative Association (NRECA), Volunteers in Overseas Co-operative Assistance (VOCA) et le Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit - administrent chacune leurs propres programmes qui sont financés en partie par l'Agence des Etats-Unis pour le développement international. L'Africa Confederation of Co-operative Savings and Credit

Association (ACCOSCA) (Confédération africaine des associations coopératives d'épargne et de crédit) a reçu des fonds pour un nouveau projet financé par l'Agence. Ce projet vise essentiellement à fournir une assistance en matière de formation et à contribuer à générer de nouvelles sources de recettes. La Co-operative Housing Foundation a décidé de participer, avec plusieurs coopératives affiliées à la Confédération latino-américaine des coopératives d'épargne et de crédit, à des projets de logements sociaux au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Panama. La Société de développement international Desjardins du Canada a contribué à la promotion des coopératives agricoles et des coopératives d'épargne et de crédit dans le Sud-Ouest du Burkina Faso, tandis que la Cooperative Union du Canada a participé à la réalisation de plus de 140 projets dans 37 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes.

67. L'entraide de mouvement à mouvement semble présenter certains avantages. Mise en oeuvre avec discernement, elle permet de lier directement les ressources du mouvement coopératif donateur aux ressources du mouvement bénéficiaire. Elle offre la possibilité de poursuivre l'aide, sous forme notamment d'échange de données d'expérience et de personnel, et d'instaurer des relations de collaboration durables. Cela peut entraîner un resserrement des liens commerciaux entre les coopératives de différents pays. L'aide de mouvement à mouvement, lorsqu'elle passe par des organisations centrales, peut contribuer de façon décisive à renforcer leur fonctionnement et leur crédibilité au sein du mouvement coopératif local.

68. L'aide de mouvement à mouvement ne peut progresser que si les mouvements coopératifs des pays donateurs comme des pays bénéficiaires et les gouvernements sont prêts à l'appuyer à long terme. Faute de quoi, l'aide risque de se tarir dans les temps de difficultés financières et son absence de compromettre ce qui a déjà été accompli. Il convient de mentionner à cet égard les efforts faits par l'ACI pour constituer une équipe de travail chargée d'inciter les gouvernements et les organisations non gouvernementales à fournir une assistance directe aux mouvements coopératifs.

XI. PROGRES REALISES EN VUE DE FAVORISER LA CROISSANCE DES COOPERATIVES ET L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE LEURS MEMBRES

69. On continue de manquer de statistiques mondiales précises et à jour sur la croissance du nombre des coopératives et de leurs membres. Toutefois, de manière générale, on peut dire sans risque d'erreur que le mouvement a connu ces dernières années une phase ascendante. Non seulement les coopératives se sont multipliées et le nombre global de leurs membres a augmenté, mais elles ont aussi élargi le champ de leurs activités. Au Pakistan, le nombre des coopératives a augmenté de 77 % entre 1978 et 1985, passant de 32 777 à 57 950. Pendant la même période, le nombre de leurs membres est passé de 2,2 millions à 3,9 millions. Un autre pays en développement pour lequel on dispose de chiffres est le Guyana : de 12 en 1948, le nombre de coopératives y est passé à 1 523 en 1986, avec un effectif total de 175 000 membres. En Ethiopie, les coopératives se sont multipliées et leur diversité s'est accrue de façon spectaculaire au cours des 10 dernières années. Sur un plan plus général, il convient de mentionner le travail efficace accompli par la National Rural Electric Co-operative Association, qui a alimenté en électricité plusieurs millions de personnes dans différents pays en développement.

70. En ce qui concerne les coopératives d'épargne et de crédit, la croissance s'est poursuivie à un rythme étonnant. Au cours des 10 dernières années, les effectifs des coopératives d'épargne et de crédit affiliées au Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit ont plus que doublé. Dans les pays en développement, ils sont passés de 2,7 millions de personnes en 1975 à plus de 7 millions à la fin de 1985. Les coopératives de production industrielle ont également connu un renouveau au cours des 10 dernières années. Beaucoup de coopératives de ce type ont été créées en France, en Italie et au Royaume-Uni. Pour stimuler encore davantage l'expansion du secteur coopératif, il faudrait diffuser largement les connaissances et les informations sur les activités des coopératives, en mettant en relief non seulement leurs réalisations mais aussi leurs faiblesses, ce qui pourrait se faire, pour une bonne part, dans le cadre de programmes d'enseignement tendant à une meilleure compréhension des principes du mouvement coopératif et à une plus grande prise de conscience de son utilité dans les différents secteurs de l'économie. Ces programmes d'enseignement devraient être complétés par des reportages et des informations dans les médias, ceux-ci ayant une grande influence sur l'opinion publique. Les activités de promotion devraient, dans la mesure du possible, émaner du mouvement coopératif lui-même et ne pas être tributaires des services d'information gouvernementaux.

XII. CONCLUSIONS

71. A la lumière de cette étude et de cette analyse, les Etats Membres peuvent souhaiter :

a) Renforcer leur action en faveur des coopératives d'une manière propre à préserver l'autonomie et le caractère démocratique de ces organisations. Celles-ci seront ainsi en mesure de contribuer de façon plus efficace au développement social et économique global;

b) Renforcer le rôle des coopératives agricoles, des coopératives d'épargne, des coopératives artisanales et d'autres types de coopératives en matière de production, de commercialisation et de consommation de produits alimentaires. Il faudrait adopter des politiques qui favorisent l'épargne et l'investissement dans le secteur rural/agricole et encouragent les agriculteurs à augmenter la production alimentaire et à améliorer les réseaux de commercialisation;

c) Renforcer le rôle que jouent les coopératives et les organisations de type coopératif pour ce qui est de la promotion du développement dans les zones urbaines;

d) Etudier les moyens de renforcer la participation des femmes, des jeunes, des handicapés et des personnes âgées aux coopératives; dans cet ordre d'idées, on devrait s'attacher à encourager la formation de coopératives dans les petites et moyennes industries;

e) Encourager la participation aux activités coopératives des éléments les plus démunis de la société, en particulier les agriculteurs et les paysans sans terre;

f) Revoir le rôle et les modalités de l'appui gouvernemental aux coopératives, afin qu'elles deviennent un facteur plus dynamique et plus autonome dans le processus de développement;

g) Promouvoir des programmes de formation et d'enseignement en vue de renforcer les activités des coopératives, de les rendre plus aptes à répondre aux besoins de leurs membres et d'obtenir de ceux-ci une participation accrue;

h) Appuyer les efforts déployés en vue de renforcer les activités "de mouvement à mouvement" entre coopératives, mesure importante pour la promotion du développement coopératif. Les activités de mouvement à mouvement peuvent contribuer largement à favoriser la collaboration entre coopératives et à augmenter les courants de ressources et de technologies destinées aux coopératives des pays en développement, en même temps qu'elles offrent un instrument utile pour la gestion des projets. Lorsqu'ils répartissent l'aide publique au développement entre les organisations nationales et internationales, les gouvernements pourraient envisager d'allouer une plus grande fraction de cette aide aux activités de mouvement à mouvement;

i) Encourager la mise en place de programmes d'enseignement et d'information pour faire mieux connaître les coopératives et le rôle qu'elles peuvent jouer dans l'agriculture, le logement, le crédit et les opérations bancaires, les pêcheries, l'industrie et les autres secteurs économiques et sociaux.

Notes

1/ "Contribution of co-operatives to regional development: report submitted by the Committee on Regional Policy and Regional Planning of the European Parliament" (DOC.A2-51/86, mai 1986).

2/ G. N. Lamming, Women in Agricultural Co-operatives: Constraints and Limitation to Full Participation (Rome), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1983, p. 1.

3/ Co-operatives of Disabled Persons: A Guide for Promotion and Organization, établi par Johann Gudmundsson et publié par le Comité mixte pour la promotion de l'aide aux coopératives et le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU. Cette étude a été financée par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Année internationale des personnes handicapées dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, 1983-1992. Elle a été publiée en anglais et sera disponible sous peu en arabe, en français, en italien et en espagnol.

4/ Co-operatives of Disabled Persons ..., p. 19.
